

CONTRAT DE LOCATION ET DE MAINTENANCE DE MACHINES DE VENTE SNCF

Entre :

La •SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS SNCF, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est à LA PLAINE SAINT-DENIS (93633) – 2 place aux Etoiles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 552 049 447

Représentée par Monsieur Didier SCHWARTZ, Directeur Régional adjoint SNCF PACA dûment habilité ;
ci-après dénommée la « SNCF »,

d'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Dracénoise
Demeurant à Draguignan (83004) square Mozart CS 90129.,
Représentée par Monsieur Olivier AUDIBERT – TROIN, Président,

ci-après dénommé, le « locataire »,

d'autre part.

LES PARTIES SONT CONVENUES CE QUI SUIT :

1. OBJET DU CONTRAT

1.1 – Par le présent contrat, la SNCF loue au locataire, aux conditions ci-après stipulées, les matériels désignés à l'article 2 qui restent la propriété de la SNCF, et qui seront installés à l'adresse suivante :

Ancienne gare SNCF
Place du Docteur Angelin German
83300 Draguignan

1.2 – Le présent contrat a également pour objet la réalisation, par la SNCF, de la maintenance, au profit du locataire des matériels désignés, dans les conditions fixées aux articles 3 et suivants.

La maintenance ainsi convenue consiste tant en une opération de maintenance préventive passant par des vérifications régulières des matériels qu'en une maintenance curative tendant à corriger les pannes qui pourraient se produire et ce dans les meilleurs délais.

2. DESCRIPTION DES MATERIELS ET REDEVANCE MENSUELLE DE LOCATION

DESIGNATION	QUANTITE	REFERENCES
UNITE CENTRALE	1	ESPRIMO FUJITSU
ECRAN	1	19 " SAMSUNG
PERIPHERIQUES	1	IMPRIMANTE IER 557
	1	IMPRIMANTE DOC BROTHER 5340D
	1	CLAVIER
	1	SOURIS

Le locataire s'acquitte d'une **redevance auprès de la SNCF d'un montant de 500 € HT par mois** et par machine, représentant la location du matériel désigné ci-dessus, ainsi que la maintenance telle que prévue à l'article 6 du présent contrat.

3. OBLIGATIONS DE LA SNCF

3.1 – La SNCF met à disposition du locataire, selon les conditions spécifiées à l'article 5, des matériels testés, qualifiés et référencés.

3.2 – Dans les limites des termes du contrat, la SNCF garantit par ailleurs l'entretien et la réparation de la machine.

3.3 – La SNCF s'engage à réaliser la maintenance curative des matériels désignés.

3.3.1 – La maintenance curative consiste en interventions de dépannage réalisées sur demande du locataire formulée dans les conditions reprises dans l'annexe 1. Quand elle l'estime justifié, la SNCF peut également intervenir, sans demande préalable du locataire, pour effectuer de telles interventions.

Les remplacements des pièces défectueuses (hors consommables), usées ou cassées à la suite d'un usage normal du matériel, sont à la charge de la SNCF.

La SNCF peut, à sa demande, décider de procéder à une révision globale du matériel dont elle assure la maintenance.

3.3.2 – Le service de maintenance ne s'étend pas à l'examen et à la sauvegarde de l'environnement physique (climatisation des locaux, isolation, raccordements électriques courants forts et courants faibles) des matériels qui incombent en totalité au locataire.

4. OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

4.1 – La maintenance préventive est à la charge du locataire, selon les modalités prévues dans l'annexe 1. Les vérifications accomplies tendront à s'assurer du bon fonctionnement des matériels et à prévenir toutes défaillances.

4.2 – Le locataire s'engage, sauf à perdre le bénéfice du présent contrat, à utiliser les matériels soumis à location et à maintenance suivant les spécifications des constructeurs (notamment quant à l'installation du poste, des périphériques ou des produits dits consommables), à ne pas le déplacer sans l'accord écrit de la SNCF, à n'apporter aucune modification des propriétés ou des capacités de la machine de vente tant externes qu'internes, à ne procéder à aucune réparation hors les prévisions du présent contrat.

Le locataire ne peut en aucun cas, sauf accord écrit de la SNCF, installer ou faire installer un matériel ou un logiciel ou un accès Internet non agréé par la SNCF sur un poste de vente.

4.3 – Afin de permettre la réalisation des opérations de maintenance dans les meilleures conditions, le client s'engage à laisser au prestataire l'accès libre aux matériels appelant une intervention.

Il doit en toutes hypothèses faciliter la tâche du prestataire en lui remettant le carnet de maintenance et plus généralement tous les éléments utiles aux interventions. Il met à la disposition de la SNCF ses propres techniciens dans la mesure du nécessaire. De manière générale, il collabore aux opérations de maintenance.

4.4 – Les paramètres nécessaires à la reconnaissance du poste de vente sont consignés sur une fiche d'équipement remise par le contact local SNCF, fiche qui sera conservée à proximité du poste dans le carnet de maintenance. **Les postes restent sous tension 24H sur 24H.**

5. CONDITIONS D'INSTALLATION

5.1 – Le matériel doit être installé dans un local permettant son bon fonctionnement, conservation et entretien, conformément aux spécifications du constructeur.

Une étiquette indiquant le Nom du Poste et son numéro de LNIATA, est obligatoirement apposée sur l'Unité centrale par la SNCF.

5.2 – A l'issue de la période d'installation du matériel, les parties procèdent à un état contradictoire, **sur un rapport d'installation**, attestant que le matériel dispose de tous les accessoires nécessaires à son bon état de marche et est en mesure de fonctionner. A la date de signature de l'état contradictoire les parties conviennent qu'entre en vigueur le présent contrat de location du matériel.

5.3 – Si le locataire souhaite déplacer le poste de vente d'un local à un autre ou à l'intérieur d'un même local, il doit en faire la demande par écrit à la SNCF au moins un mois à l'avance. Il lui est interdit de le déplacer lui-même. Les frais occasionnés par ce déplacement seront à sa charge.

Tout manquement à cette règle conduit la SNCF à résilier le contrat, conformément aux termes de l'article 14.

5.4 – De façon à permettre l'habilitation du ou des vendeurs, le locataire fournit les nom-prénom-dates de naissance des personnes à habiliter sur le poste de vente.

6. ENTRETIEN ET REPARATION DU MATERIEL

6.1 – La SNCF ou toute personne désignée par elle dispose de la faculté, pendant la durée de la location ou après sa résiliation ou résolution judiciaire, d'effectuer toute inspection et vérification de l'état du matériel et de son usage.

6.2 – Les procédures, en cas de dysfonctionnement du poste de vente, sont reprises dans l'annexe 1 du présent contrat.

Si le matériel demeure cependant inexploitable pendant une durée supérieure à 24 H ouvrées, le locataire informe le responsable local qui pourra accorder une réduction du loyer au prorata du nombre de jours de non-utilisation.

6.3 – Une intervention qui a pour origine une cause extérieure au contrat de base, par exemple casse, détérioration, mauvais entretien par rapport au référentiel fourni est réputée « hors périmètre » de maintenance et fait l'objet d'une facture séparée, à la charge du locataire.

En cas de manquement à l'une des obligations contenues dans ce contrat, constaté par le technicien lors d'une intervention de maintenance curative, les coûts engendrés par la non-observation des prescriptions resteront à la charge du locataire ; y compris les frais de déplacement qui seront facturés en « hors périmètre » contractuel.

6.4 – Après intervention du technicien, la vérification du bon fonctionnement du système est réalisée par l'utilisateur. En cas de verdict négatif, le technicien reprend son intervention.

La remise en service ne peut être exécutée qu'en présence du locataire ou son mandataire, qui signe le procès-verbal du technicien. De même, le carnet de maintenance est rempli et co-signé.

La clôture de l'intervention fait l'objet d'une validation.

7. CONDITIONS SPECIFIQUES

7.1 – L'approvisionnement en consommables est à la charge du locataire dans le respect des références constructeur fournies par la SNCF.

On entend par consommables: les claviers, les souris, les toners, les bacs à papier, le papier format A4.

En cas de casse de bacs à papier, leur remplacement sera facturé par le technicien mainteneur SNCF et fera l'objet d'une re-facturation par la SNCF au locataire.

Les souris et les claviers sans fil ne sont pas autorisés sur les postes de vente.

7.2 – La SNCF prend en charge le remplacement des pièces d'usure des périphériques d'impressions (tête et rouleau d'impression).

8. NON-INTERVENTION DE TIERS

Le locataire s'interdit de confier à un autre prestataire, permanent comme occasionnel, une quelconque opération de maintenance au sens du présent contrat quant aux matériels concernés par le contrat.

9. PROTECTION DU MATERIEL

9.1 – La cession du matériel par le locataire, à titre onéreux ou à titre gratuit et son affectation en garantie sont interdites. Le prêt, la sous-location et toute cession des droits résultant pour le locataire du contrat de location sont subordonnés à l'autorisation préalable et écrite de la SNCF.

9.2 – En cas de tentative de saisie du matériel, le locataire doit en aviser immédiatement la SNCF, élever toute protestation et prendre toutes mesures pour faire reconnaître les droits de la SNCF sur le matériel. Si la saisie a eu lieu, il doit faire diligence, à ses frais, pour obtenir la mainlevée.

9.3 – Dans le cas où le matériel est placé dans un local ne lui appartenant pas, le locataire, préalablement à l'installation dudit matériel, avise par lettre recommandée avec avis de réception le propriétaire des droits de la SNCF à laquelle il adresse, à bref délai, tout justificatif.

10. DOMMAGES AU MATERIEL LOUE – RESPONSABILITE

10.1 – A compter de la date de réception de l'équipement et même après la fin de la location, tant que ledit équipement restera sous sa garde, le locataire est responsable de tous dommages, y compris le vol, causés à et par l'équipement loué. En conséquence, le locataire est tenu de souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

Il transmet une copie de la police d'assurances à la SNCF au plus tard au moment de la signature du présent contrat.

10.2 – La SNCF n'étant pas le constructeur des équipements loués, elle ne saurait en aucun cas être responsable de dommages résultant d'un vice de construction.

10.3 – En cas de sinistre réparable, le locataire doit poursuivre le paiement régulier de ses loyers. Le locataire reversera à la SNCF les indemnités réglées par la compagnie d'assurances au vu des factures de réparation acquittées.

11. REDEVANCE

La redevance calculée mensuellement est payée trimestriellement à terme échu et commence à courir le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le matériel est mis en ordre de marche.

La redevance mensuelle prévue à l'article 2 est ferme pendant la durée de la location.

Le montant de la redevance est exprimé hors TVA. Les droits et taxes qui lui sont afférents sont facturés en sus. Ces droits et taxes ou leur modification sont appliqués à la date légale de leur mise en vigueur.

12. CONDITIONS DE PAIEMENT

Les redevances trimestrielles sont payables à mois échu, à 30 jours de la date de réception des factures par le locataire.

Leur règlement s'effectue par virement au compte indiqué sur la facture, par mandat administratif.

En cas de paiement hors des délais, la SNCF se réserve le droit de percevoir des intérêts moratoires équivalents au taux d'intérêt légal.

13. DUREE DU CONTRAT

Le contrat prend effet pour une période de trois ans à compter de la date de signature du contrat d'agrément du Bureau Auxiliaire.

A la fin de cette période, les parties se réuniront pour analyser en commun les résultats commerciaux de la période afin de déterminer la poursuite ou la cessation de cette location pour les périodes ultérieures.

14. RESILIATION

14.1 – Le contrat est résilié de plein droit en cas de dénonciation par l'une ou l'autre des parties du contrat d'agrément.

14.2 – Le contrat est résilié de plein droit sans préavis ni indemnité, sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement du locataire à l'une des clauses du contrat.

14.3 – Le contrat est résilié de plein droit sans préavis, sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'utilisation irrégulière ou frauduleuse du terminal.

15. RESTITUTION DU MATERIEL

15.1 – A l'expiration du présent contrat pour quelque cause que ce soit, le locataire est tenu de restituer le matériel au loueur en bon état compte tenu de l'usure normale.

Au lieu d'installation du matériel, un état contradictoire sera dressé précisant notamment les remises en état nécessaires.

Tous frais éventuels de remise en état seraient à la charge du locataire.

15.2 – Les frais de déconnexion sont à la charge du locataire. Les frais d'enlèvement sont à la charge de la SNCF.

15.16. ATTRIBUTION DE COMPETENCE – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend portant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat sera, faute d'être résolu à l'amiable entre les parties, de la compétence exclusive du tribunal de Marseille.

16.17. RESPONSABLE LOCAL SNCF

Pour tout renseignement concernant l'exécution du contrat, le locataire doit s'adresser à :

Madame Muriel Caritan

Immeuble Mistral

4, rue Léon Gozlan

CS70014

13331 Marseille cedex 03

Tél : 04 13 25 12 36

Fait à Marseille

En deux exemplaires

Le

Pour le Locataire,

Pour la SNCF,

Olivier AUDIBERT-TROIN
Président
Communauté d'Agglomération Dracénoise

Didier Schwartz
Directeur Régional Adjoint

ANNEXES :

1. Le guide pratique de maintenance du PVM
2. *(Le PV de réception) : non encore transmis*